

RASSEMBLEMENT NATIONAL

DOUBLE LANGUAGE

FAUX VISAGE



© Dessin : Bruno Charzat

RN: double langage, faux visage

Il est loin le 1^{er} mai 2002, où plus de 1 300 000 personnes protestaient partout en France contre le scrutin de Le Pen (père) lui permettant d'accéder au 2^{ème} tour des élections présidentielles. Il n'était pourtant que d'un peu moins de 17%...

20 ans plus tard, aux élections présidentielles de 2022, Le Pen (fille) rassemblait plus de 41% des votes.

On nous dit qu'aujourd'hui le FN, oh pardon, le RN, est «*dédiabolisé*». Que le père n'est pas la fille, que le RN est désormais un vrai parti républicain, respectable et respectueux des institutions et des personnes. Représentant du peuple et des petites gens en plus.

DOUBLE LANGAGE, FAUX VISAGE

Jusqu'aux élections législatives de juin 2022, le RN pouvait peut-être faire illusion. Mais en juin 2022, 89 députés RN ont été élus à l'Assemblée nationale, et on peut désormais mesurer l'écart entre le discours et les actes. Les faits sont têtus.

Alors que les «*crises*» n'en finissent plus, que la population s'appauvrit et craint les lendemains, le RN propose un discours qui se veut protecteur. Le paysage politique français n'offrant malheureusement que peu de perspectives, nombre de citoyens se font prendre à ce discours et décident de voter pour le RN, par désespérance ou par conviction. Mais derrière la vitrine lissée dans les médias, le RN est plus proche du FN qu'il ne le prétend.

Nous, militants CGT, avons un rôle à jouer dans nos entreprises. Il nous revient d'ouvrir le débat dans les syndicats d'abord, puis avec les salariés, sur les idées d'extrême droite et ce qu'elles impliquent. Nous devons nous mêler du débat public, et nous lever contre un discours ségrégationniste qui ne vise qu'à diviser le monde des travailleurs pour mieux l'asservir. Les idées portées par le parti d'extrême droite sont à l'opposé de nos valeurs de solidarité et de fraternité.



Lors de la campagne électorale des présidentielles 2017, le RN présentait un programme fait de 144 propositions. En 2022, il n'en comportait plus que 22, assorties de 17 livrets thématiques. On trouve bien le livret consacré à la protection des animaux, mais on cherche en vain celui consacré à la fiscalité, ou aux droits des femmes. Plus c'est flou, mieux ça passe...

C'est pourquoi la FTM CGT propose une série de fiches argumentaires intitulées « RN : *double langage, faux visage* ». Nous avons passé au crible les affirmations des députés et des cadres du RN dans les médias et sur le site du RN, et nous les avons confrontées aux faits : les positions adoptées à l'Assemblée nationale et au Parlement européen. Preuves à l'appui. Chaque fait que nous relatons est vérifiable par un lien internet du site dont nous avons tiré l'information, dont le très officiel site de l'Assemblée nationale qui fait état du détail des votes des députés français.

Le RN n'est qu'une composante de l'extrême droite qui sévit dans notre pays. Si nous avons décidé de cibler particulièrement ce parti, c'est parce que, depuis juin 2022, l'occasion nous est donnée de confronter les discours et les actes. Le résultat est édifiant.

Ces fiches abordent plusieurs thèmes :

- Salaire / pouvoir d'achat : la grande mystification p : 4
- L'imposture sociale sur la retraite p : 8
- La fiscalité au service des riches p : 12
- Le droit des femmes au foyer p : 17
- Le RN hait les syndicats p : 21
- R comme Racisme, N comme Haine p : 25
- Ecologie: on est chez nous ! p : 32
- Mains propres tête haute p : 36

Le cauchemar peut devenir réalité. Demain, ou après-demain, la France peut sombrer dans l'extrême droite, à l'image d'autres pays européens. Notre histoire et la défense de nos valeurs nous imposent de mener cette bataille des idées. Nous espérons que ces fiches vous donneront les éléments dont nous avons besoin dans ce combat.



Salaire - Pouvoir d'achat : la grande mystification

L'affrontement rhétorique entre les politiques fait rage pour séduire les plus modestes. On parle d'augmentation des salaires, d'augmentation du pouvoir d'achat..., sans jamais se poser la question de ce qui se cache derrière la surenchère verbale.

En garant fidèle du capitalisme, l'extrême droite s'est toujours positionnée aux côtés du patronat. Pour cela, elle s'est toujours opposée à l'augmentation des salaires. Mais face aux salaires qui stagnent et à l'inflation qui enfle, le RN n'a pas d'autre choix que de tenter de donner le change, faisant croire qu'il œuvre pour les plus précaires, tout en épargnant le patronat.

Salaire et pouvoir d'achat

Pour arriver à ses fins, le RN, tout comme ses complices du gouvernement et de la droite en général, joue sur les mots : **salaire** versus **pouvoir d'achat**.

Le pouvoir d'achat correspond à la quantité de biens et de services qu'un revenu permet d'acheter. Il regroupe sans distinction salaire, primes, prestations sociales, et même le solde de votre carte fidélité au supermarché du coin ! Le pouvoir d'achat dépend directement du rapport entre le revenu et le niveau des prix. **Accepter la notion de pouvoir d'achat, c'est accepter que les revenus n'évoluent que lorsque les prix augmentent.**

Le salaire, quant à lui, est la rémunération d'une force de travail doublée d'une qualification. Il valorise un travail et prend en compte la formation initiale du salarié ainsi que son expérience. Et surtout, il ouvre droit aux prestations sociales, via les cotisations à la Sécurité sociale. Il permet ainsi d'affronter les aléas de la vie comme la maladie, l'invalidité, le chômage, et de prétendre à une retraite pour vivre dignement.

C'est donc bien de la hausse des salaires dont nous avons besoin, et pas du versement de primes aléatoires, qui augmente temporairement le pouvoir d'achat, mais ne répond pas aux besoins des salariés au-delà du court terme.



Le RN, valet du capital contre la hausse des salaires

Le RN, lui, ne veut pas de l'augmentation des salaires, il préfère parler de pouvoir d'achat. Il est défavorable à la hausse du SMIC, prétextant que « Cela entraîne une charge supplémentaire pour les entreprises, qui sont déjà dans une très grande fragilité dans notre pays ». Alors que le CAC40 affiche une prospérité jamais atteinte.

Alors en toute logique, le 20 juillet 2022, les élus RN ont voté contre l'augmentation du SMIC à 1500 euros net mensuel. **Elle est loin l'année 2012, quand Marine Le Pen revendiquait l'augmentation du SMIC** dans un communiqué de presse (toujours visible sur le site du RN) après une légère augmentation du RSA (+1.67%): « Si le RSA augmente, alors le SMIC aussi doit augmenter, parce que le travail doit payer. » Rien de moins. **Le RN se place une nouvelle fois aux côtés du gouvernement et des intérêts du patronat.**

En janvier 2022, en campagne devant un groupement patronal, Marine Le Pen était on ne peut plus claire : « Je ne souhaite pas augmenter le SMIC. On ne peut pas », prenant pour prétexte la sauvegarde des PME et TPE qui ont « la tête sous l'eau ». Tant pis pour les salariés qui ont tellement « la tête sous l'eau » qu'ils sont à deux doigts de la noyade. **Mais surtout, relever le SMIC risquerait de tirer les salaires vers le haut et ça, le RN n'en veut pas. Le message a été bien reçu, le patronat peut dormir sur ses deux oreilles.**

Et pour que ce soit clair pour tout le monde, le 20 juillet 2022 sur le fameux « *paquet pouvoir d'achat* » proposé par le gouvernement Macron, **Marine Le Pen confirmait son allégeance** au libéralisme devant l'Assemblée nationale, en déclarant au gouvernement « Nous voterons l'essentiel des mesures que vous proposez ». Un accord de fond qui ne date pas d'hier. Tous ensemble contre la hausse des salaires !

Alors quelle est la solution du RN à la pauvreté qui augmente ?

Baisser la TVA sur l'énergie, ainsi que sur un panier de 100 produits alimentaires. **Une manière de donner le change aux citoyens, sans toucher aux profits de la grande distribution ni à ceux des multinationales de l'énergie.** Et en passant, cette baisse bénéficierait à la totalité de la population, alors qu'elle est annoncée à l'attention des plus précaires.

Mais la baisse de la TVA poserait plusieurs problèmes :

- Sans contrôle des prix, c'est-à-dire sans contrainte pour les distributeurs, rien ne garantit que cette baisse de la TVA aurait pour effet de baisser les prix. Les distributeurs pourront afficher les mêmes prix et ainsi augmenter leurs marges.

- La baisse de la TVA aurait pour effet mécanique la baisse des recettes publiques, donc l'augmentation de la dette publique, et entraînerait par conséquent une baisse des dépenses publiques, soit le financement de nos services publics.

Finalement ce seront les distributeurs qui se retrouveraient favorisés et les plus modestes à nouveau lésés.

Dans une tribune aux « Echos » en 2021, Marine Le Pen tentait encore de brouiller les pistes : « *Chacun le sait, je suis favorable à une hausse des salaires, trop longtemps empêchée par une immigration qui les a sans cesse tirés vers le bas* ». Le RN n'en est plus à une énormité près : même la stagnation des salaires est prétexte à ramener à l'immigration ! La responsabilité des entreprises en particulier, et du capitalisme en général, n'est surtout pas évoquée.

La même année sur BFM, [Marine Le Pen allait encore plus loin](#) : « *Ma manière d'augmenter les salaires, c'est d'arrêter l'immigration clandestine et le travail détaché* », s'appuyant sur l'exemple de la Grande Bretagne qui a vu ses salaires augmenter en moyenne de 8% depuis le Brexit. Mais M. Le Pen se garde bien de rappeler que [ces chiffres ont été calculés dans un contexte particulier](#), alors que les travailleurs européens quittaient le pays le temps d'obtenir un visa, et que les emplois les moins bien rémunérés avaient été les plus affectés par la crise du covid. **Tous ces éléments rendent ces statistiques vides de sens.**

Augmenter le salaire net, en baissant le salaire brut...

Plus sérieusement, ce que veut le RN, c'est donner l'illusion de travailler pour une hausse des salaires, sans pour autant exiger quoi que ce soit du patronat... Le tour de passe-passe consiste donc **amputer le salaire de ses cotisations sociales, donc baisser le salaire brut.**

En janvier 2023, [le RN présentait son projet de loi à l'Assemblée Nationale](#), « *visant à favoriser et inciter les entreprises à augmenter les salaires nets de 10 % en exonérant les hausses de cotisations sociales, pour tous les salaires jusqu'à trois fois le Smic, c'est-à-dire 90% des salariés* ».

Donc la solution miracle du RN, c'est la baisse des cotisations pour alléger les « charges » des entreprises, en se basant sur le volontariat! Le même remède que celui appliqué par les

gouvernements de ces 40 dernières années, qui représente aujourd'hui plus de



© Adobe Stock

60 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales chaque année, avec le résultat que l'on connaît... **Mêmes causes, même résultat !**

Cerise sur le gâteau, ce sont les salariés qui se paieront leur « *augmentation de salaire* », puisque cette prétendue augmentation se nourrira de la baisse de leurs droits à la Sécurité sociale !

Et en mémoire des concerts de casseroles à 20 heures pendant le confinement, le RN prône l'augmentation des salaires des enseignants ainsi que ceux des personnels soignants, sans jamais chiffrer cette augmentation, mais en supprimant 10% des postes administratifs à l'hôpital. **L'histoire ne dit pas si les infirmiers auront droit à une formation de secrétaire.**

Depuis sa prise de pouvoir, sous couvert du barrage à l'extrême droite, la présidence de la république n'a fait que promouvoir une politique néolibérale agressive. La largesse des cadeaux aux entreprises ne fait que renforcer le sentiment d'exclusion des salariés quand on met en exergue la croissance des dividendes et l'augmentation de la précarité.

C'est dans ce contexte que se renforce une extrême droite « salvatrice » qui prétend redonner du pouvoir d'achat au peuple et appelle à rêver à la lune, s'adressant par pure démagogie à ceux qui attendent des solutions immédiates et qui s'accrochent à toute solution leur permettant d'entrevoir le bout du tunnel.

Construire une société avec comme fondement le libéralisme, renvoie à l'individualisme, c'est-à-dire à nier la conception collective de notre société et affaiblir notre système social construit sur la base du programme du Conseil National de la Résistance.

La lutte sur les salaires doit viser ceux qui accaparent les profits, ceux qui font du capitalisme un dogme.

Parce que seul le salaire rémunère le travail, la FTM CGT revendique :

- La hausse généralisée des salaires, avec un SMIC à 2000€ bruts
- L'indexation de tous les salaires sur le SMIC et sur l'inflation
- La conditionnalité des aides publiques accordées aux entreprises ainsi que des exonérations de cotisations sociales
- Le rattrapage des inégalités salariales entre les hommes et les femmes
- La revalorisation des grilles de salaires de l'ensemble des catégories professionnelles

L'imposture sociale sur la retraite !

La retraite à 60 ans... enfin non ça dépend (Sources Programme Marine Le Pen)

Lors des élections présidentielles de 2022, 2017 et même 2012, la candidate du RN a longtemps prôné un retour à la retraite à 60 ans avec 40 annuités pour une retraite à taux plein, avant de faire volte-face et de défendre finalement un âge progressif de départ à la retraite. Seules les personnes ayant commencé à travailler avant 20 ans pendant 40 annuités pourraient donc partir à la retraite à 60 ans. Une personne n'ayant commencé à travailler qu'à 25 ans ou plus ne pourrait partir en retraite qu'à 67 ans.

Le système de retraite basé sur un âge progressif défendu par le RN se rapproche beaucoup du système progressif défendu par le gouvernement. En outre, le RN n'intègre aucun dispositif de pénibilité qui permette de partir plus tôt à la retraite pour les métiers éprouvants, constituant un recul grave en matière de santé pour les travailleuses et travailleurs.

La défense de la retraite à 60 ans par le RN n'était donc qu'un effet d'annonce.

Le RN mobilisé contre la réforme des retraites ?

Le RN s'est dit particulièrement mobilisé contre la réforme des retraites alors qu'il a toujours fustigé le mouvement social, l'accusant de vouloir «bloquer le pays». Le RN n'a jamais soutenu les mobilisations sociales, ni défilé lors des manifestations du premier semestre, qui ont réuni des millions de personnes dans les rues.

Le RN dit s'être opposé à la réforme à l'Assemblée nationale mais n'a déposé que très peu d'amendements en commission des affaires sociales.

Les députés du RN au secours des plus fortunés !

Leurs votes ont visé explicitement à protéger les riches. Le refus systématique du RN de voter les financements alternatifs pour éviter de reculer de deux ans l'âge légal. Ses députés se sont ainsi abstenus sur :

- Un amendement rétablissant et renforçant l'impôt sur la fortune (ISF) (cf fiche sur la fiscalité au service des riches);



- L'augmentation du taux de CSG sur les revenus du capital (amendement [2 811](#)) ;
- Une contribution exceptionnelle sur les dividendes – 10 %, 9 %, 8 %, 7 %... c'était trop, le RN n'aurait accepté que 3 % ;
- Une contribution de 10 % sur les bénéfices des fonds de pension ;
- L'augmentation de la pénalité pour les entreprises qui ne réduisent pas l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes (amendement [2 392](#)).

Ses députés ont aussi **voté contre** :

- Assujettir les revenus financiers des sociétés financières et non financières au même taux que les cotisations patronales et salariales du secteur privé ;
- Augmenter les cotisations vieillesse sur les revenus supérieurs au plafond de la Sécurité sociale fixées en 2023 à 3 666 euros ([amendement 20 118](#)).

Dans un vote à main levée, ils ont également **refusé de soumettre les revenus** d'intéressement à l'assiette des cotisations de la Sécurité sociale, alors même que les entreprises qui privilégient l'intéressement aux augmentations de salaires privent la protection sociale de **financements nécessaires**.

Mais alors quelles sont les recettes de l'extrême droite pour nos retraites ?

→ Revaloriser les salaires :

Autre argument entendu du RN, la «revalorisation des salaires». Bien sûr, la revalorisation des salaires est défendue par les mouvements syndicaux et sociaux. Cependant, le RN, qui se présente comme le «défenseur» des classes populaires, n'hésite pas à **voter contre** la mesure demandant l'augmentation du SMIC à l'Assemblée nationale (juillet 2022). Par contre, quand le RN fait une proposition de loi pour inciter les entreprises à augmenter les salaires de 10 % (janvier 2023), celle-ci repose uniquement sur l'exonération des cotisations patronales ! Réduisant d'autant les recettes de la protection sociale et des caisses de retraites...

→ Soutenir la natalité (idée reprise par Macron lors de ses vœux 2024)

Lors d'un plateau sur BFM TV, Jordan Bardella, président du RN, dévoile son plan pour «sauver» le système de retraites par répartition : soutenir et relancer la natalité en France. «*La France n'a jamais été aussi peuplée mais elle n'a jamais fait aussi peu de bébés*». «*Le choix est entre l'immigration et la natalité, j'assume très clairement faire celui de la natalité, celui de la continuité de la nation et de la transmission de notre civilisation grâce à notre modèle familial*» (Marine Le Pen, élections présidentielles 2022)

Or, le rapport du COR nous apprend que la part des dépenses de retraite dans le PIB sera stable ou en diminution jusqu'en 2070 malgré le vieillissement démographique,



et que le rapport entre le nombre d'actifs et le nombre de retraités va légèrement baisser de 1,7% à 1,5% d'ici à 2040. Le taux de chômage en France (supérieur à 7%) est aujourd'hui l'un des plus élevés d'Europe (après l'Espagne, la Grèce et l'Italie). En outre, de très nombreuses femmes souhaiteraient pouvoir rester en emploi lors de la naissance d'un enfant mais sont contraintes de s'en retirer faute de solution pour le faire garder leur enfant. Augmenter le nombre de personnes actives est possible en commençant par développer des crèches et par s'attaquer en priorité au chômage.

La question de la natalité n'est qu'un faux débat. En revanche, c'est un argument qui leur permet de remettre en cause les droits des femmes à l'emploi et le droit à l'avortement (cf fiche sur les droits des femmes).

→ **Le discours du RN invoquant la natalité pour «sauver les retraites» est trompeur. Il relève de l'archaïsme et s'inscrit dans l'obsession anti-immigration de l'extrême-droite. Il est une menace pour les droits des femmes et est incompatible avec l'exigence d'égalité entre les femmes et les hommes.**

→ **Réindustrialiser la France...**

Comme autre remède au soi-disant déficit du système de retraites, le RN ressasse ses vieilles antennes comme le «*patriotisme économique*» et une «*réindustrialisation ambitieuse de la France*». Mais celles-ci ne sont en rien en rupture avec les politiques néolibérales actuelles, elles s'inscrivent au contraire largement dans leur prolongement et sans aucune proposition de réelle stratégie industrielle (quelles activités, pour quels besoins?).

Alors que le montant des aides publiques de l'État aux entreprises s'élève actuellement à 160 milliards d'euros - qui ont d'ailleurs démontré leur inefficacité pour créer des emplois - il s'agit de subventionner encore plus les entreprises soi-disant pour les inciter à rester en France. Comme si la principale raison des délocalisations résidait dans le choix de pays à fiscalité plus faible, et comme si des subventions supplémentaires susciteraient des relocalisations d'entreprises expatriées.

Au lieu de programme de lutte contre la précarité et la pauvreté ou de programme de transition environnementale, le RN préfère «*soutenir la productivité*» et accorder des avantages fiscaux tous azimuts et sans contreparties, comme «*s'engager sur le long terme sur la suppression (...) des impôts de production*».

D'ailleurs, à l'Assemblée nationale, la liste des votes du RN est longue contre le progrès

social et le partage des richesses. Contre une taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros, contre une taxe sur les superprofits, contre l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe, contre la hausse des moyens pour lutter contre la fraude fiscale, contre le rétablissement de l'ISF, pour la hausse du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires, pour la baisse des impôts de production (CVAE)...

- **Le patriotisme économique du RN c'est toujours plus pour les riches et les grandes entreprises et pas de nouvelles recettes pour le système des retraites**
- **Et la revalorisation des petites retraites ? (Sources Site internet RN : 22 mesures pour 2022).**

Pour le RN il faut revaloriser le minimum vieillesse (allocation de solidarité aux personnes âgées) à 1000€. Cela sans modifier l'âge d'accès qui est de 65 ans, le plafond de ressources maximum et le remboursement en cas de succession avec héritage. S'agissant des petites retraites le RN dit vouloir les augmenter mais sans dire ce qu'est pour eux une petite retraite et sans chiffrer quelle pourrait être la revalorisation.

11

Quant à Éric Zemmour, autre chantre de l'extrême droite, ci-après ses principales déclarations sur la réforme des retraites

«Il faut augmenter l'âge de la retraite et le porter à 64 ans», BFM 7 novembre 2021.

«L'État ne doit pas céder quand il est ainsi agressé», Europe 1 le 3 avril 2023.

« Dans toute l'Europe on est entre 65 et 67 ans [...] On ne peut pas ne pas les suivre et ne pas s'aligner sur le régime européen », CNews le 12 février 2023.

« Ceux qui sont pour la retraite à 60 ans sont des irresponsables », CNews 11 janvier 2023.

Réforme des retraites : «Je la voterais», affirme Éric Zemmour, BFM, 8 février 2023

La CGT ne cesse de revendiquer le droit à une retraite pour tous les salariés, dès l'âge de 60 ans, avec les moyens de vivre dignement.

RN: La fiscalité au service des riches

La fiscalité est un puissant moyen pour réduire l'injustice sociale, générer des ressources pour financer des investissements de long terme et répondre aux besoins sociaux et économiques de la population.

C'est pourquoi les orientations prises par les différents partis politiques en termes de fiscalité, sont révélatrices du modèle social et des valeurs qu'ils défendent.

L'extrême droite s'empare régulièrement du sujet de la fiscalité pour surfer sur les mécontentements provoqués par les politiques d'austérité assénées par les gouvernements successifs. Elle considère l'impôt comme un frein, un fardeau dont il faut se débarrasser, tout en évacuant le débat sur sa finalité. Ses propositions en la matière sont bâties sur une vision libérale de la fiscalité, favorisant essentiellement sa clientèle historique : les ménages aisés et les entreprises.

Sur la fiscalité, le RN n'est pas très prolix. Si son programme comporte un certain nombre de propositions de réforme fiscale, elles sont disséminées dans diverses thématiques. Il n'existe donc pas de programme à proprement parler de réforme de la fiscalité, mais un agglomérat de mesures éparées qui ne constituent pas un programme cohérent. Ce qui évidemment est très gênant pour un sujet qui impacte directement les finances publiques.

I. BAISSER LA TVA: UNE FAUSSE BONNE IDEE

Le 6 avril 2023, **le RN soumettait un amendement** à la loi visant à « mieux manger en soutenant les Français face à l'inflation et en favorisant l'accès à une nourriture saine ». Cet amendement consistait à supprimer la TVA sur les produits d'un panier de 100 produits alimentaires de « première nécessité », au lieu de la création d'une prime alimentaire exceptionnelle pour les ménages les plus précaires.



Ce jour là, Nicolas DRAGON, député du RN, parvenait à dire dans la même phrase, à la fois que « la TVA est l'impôt le plus injuste que tous les Français peuvent payer, une baisse de la TVA à 0% sur un panier de 100 produits de première nécessité bénéficierait aux Français les plus modestes (...) » et que cet amendement constituait « une solution viable économiquement et réellement utile pour que tous les Français aient

accès à une meilleure alimentation », **tout en regrettant que le projet de loi « ... ne s'adresse qu'à un public visé : les ménages en situation de précarité... »**. On croit rêver...

La suppression de la TVA impacterait toute la population, y compris ceux qui se nourrissent déjà très bien. Elle grèverait les caisses de l'état, tout en préservant celles du patronat de la grande distribution. Selon le RN, la baisse de la fiscalité doit se substituer à la baisse des marges des grandes entreprises.

II. LA DEFISCALISATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES : TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS

Sous couvert d'une prétendue volonté d'améliorer les revenus des salariés, la défiscalisation des heures supplémentaires a pour but **d'amputer le salaire socialisé pour «alléger les charges » des entreprises tout en fragilisant notre protection sociale**, faisant de la place au secteur assurantiel privé. Et par la même occasion d'inciter les salariés modestes à travailler toujours plus, soi-disant pour « *gagner plus* ». Les mêmes recettes pour les mêmes résultats !



Le 22 juillet 2022, les députés votaient l'amendement n° 166 relatif au projet de loi de finances rectificative 2022, qui consistait à rehausser (encore) le plafond de défiscalisation pour les heures supplémentaires qui était de 5000€, à 7500€ pour l'année 2022.

Tous les partis de droite et d'extrême droite, y compris le RN, ont voté pour cet amendement, adhérant à ce principe clairement énoncé par la droite : « (cette mesure) permet de réduire le coût du travail et d'inciter à une durée du travail plus longue (...) ».

Pour le RN, il n'est jamais question d'augmenter les salaires... tout juste de « *permettre aux entreprises une hausse des salaires de 10% (jusqu'à 3 smic) en exonérant cette augmentation de cotisations patronales* »

L'exonération de cotisations sociales peut paraître dans l'immédiat un « *gain de pouvoir d'achat* » mais il est très rapidement absorbé par les augmentations des mutuelles qui sont appelées à augmenter leur prise en charge. **Les cotisations sociales sont parties intégrantes du salaire brut, et sont donc la propriété des salariés.**

Pour l'extrême droite, ce sont les salariés eux-mêmes qui doivent se payer leur «*augmentation du pouvoir d'achat*» !

III. LA SUPPRESSION DE LA REDEVANCE AUDIOVISUELLE : UNE MESURE PUREMENT IDEOLOGIQUE

Créée dès 1933, la redevance avait initialement pour but de financer la radio, alors en plein essor. Lorsque le petit écran fait son apparition dans les foyers français, la contribution est étendue à partir de 1949, à «*tout dispositif permettant de capter les ondes hertziennes*». Elle constituait une part importante du financement de Radio France et de France Télévisions.

France Télévisions a des objectifs clairement définis par la puissance publique de soutien à la production nationale des contenus et en particulier de « *production d'œuvres audiovisuelles européennes et d'expression originale française* ».

D'exclusivement public jusqu'aux années 1980, le paysage audiovisuel français a vu progresser les créneaux radiophoniques et télévisuels accordés aux sociétés privées. Les chaînes privées ne cessent de naître, et pas forcément pour participer à l'émancipation des citoyens... On se souvient de Patrick Le Lay, alors président-directeur général du groupe TF1, qui disait en 2004 « *Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible* ».

Le 23 juillet 2022, l'ensemble des députés de droite et d'extrême droite décidaient sa suppression dans le cadre de la loi de finances rectificative 2022.

« *Seule la proposition de Marine Le Pen de privatiser le secteur de l'audiovisuel public garantira aux Français une amélioration de leur pouvoir d'achat et la fin d'un système dépassé qui constitue une entrave au pluralisme des opinions et de l'information* ». « *Une grande démocratie comme la nôtre n'a plus besoin d'un service public* », ajoutait Caroline Parmentier, une proche de Marine Le Pen. **Parce que confier une chaîne audiovisuelle à une société privée est une garantie de pluralité? C'est donc bien une mesure plus idéologique qu'économique.** Rappelons que la redevance était de 138€/an, soit un « *gain de pouvoir d'achat* » royal de 11.50€/mois !

Privatiser l'audiovisuel et la radiodiffusion français consiste à se débarrasser des médias indépendants, pour les mettre sous la coupe de qui aura les moyens de se les offrir... comme l'inévitable Bolloré qui, à travers sa mainmise sur CNews, distille sous couvert d'information continue, le fiel du racisme et de la division, le tout baigné d'une ignorance crasse. Mettre la main sur l'audiovisuel et la radiodiffusion, c'est agir directement sur le niveau et la qualité d'information des téléspectateurs et auditeurs.

IV. RETABLIR L'IMPÔT DE SOLIDARITE SUR LA FORTUNE? JAMAIS!

En 1982, François Mitterrand a instauré l'Impôt sur les Grandes Fortunes (IGF). Le principe était de faire participer davantage ceux qui possèdent une fortune importante, mais en excluant de l'assiette les placements des dites fortunes dans des œuvres d'art.

Abrogé en 1986 par Jacques Chirac, il est ensuite remis en place en 1988 par le gouvernement Rocard, notamment pour financer le Revenu Minimum d'Insertion (RMI). En 1989, il deviendra l'Impôt sur la Fortune (ISF).

Rendu plus léger en 2011 par Sarkozy, il est ensuite transformé en 2019 en IFI (Impôts sur la Fortune Immobilière) par Macron, sous prétexte d' « *encourager les gens qui ont de l'argent à investir dans les entreprises plutôt que dans l'immobilier, car cela produirait davantage de richesses et créerait de l'emploi* », épargnant ainsi les fortunes placées dans l'art, les yachts, les jets, la finance...

D'après [France Stratégie](#) chargé d'enquêter sur ses effets : « rien ne permet d'affirmer que la suppression de l'ISF a effectivement orienté l'épargne des contribuables vers le financement des entreprises » en ajoutant : « En 2020 par exemple, année d'un choc inédit pour l'économie française, la fortune des 0,1 % des Français les plus riches s'est accrue d'un quart »

En 2015, l'ISF rapportait 5,2 milliards d'euros...

Au-delà des ressources potentielles pour le budget de l'Etat, cet impôt a une valeur hautement symbolique, puisqu'il s'agit de redistribuer une partie des richesses produites par les salariés.

Le 17 octobre 2022, les députés statuaient sur une proposition d'amendement à la loi de finances 2023, consistant à rétablir l'ISF. [L'amendement a été rejeté, grâce à l'abstention massive des 89 députés du RN.](#)

Si le RN avait voulu rétablir l'ISF, ses voix auraient pu faire la différence.

Mais non, en matière de fiscalité des riches, le RN a une bien meilleure idée... Sa proposition n°16 est de « supprimer l'IFI qui taxe l'enracinement » (???) « et créer un IFF, impôt sur la fortune financière, pour taxer la spéculation »

Brillante pirouette qui voudrait nous faire croire qu'à travers leur activité, les promoteurs et spéculateurs immobiliers honorent leurs racines... Le tout sans aucun chiffrage ni précision supplémentaire, bien sûr.

La droite préfère taxer l'immobilier tout en ignorant les autres types de possessions, là où les plus fortunés vont s'empresser d'investir pour y échapper.

L'extrême droite, quant à elle, propose de taxer la fortune financière, de manière à laisser les plus fortunés investir dans la pierre, dans les jets privés ou dans l'art, pour échapper à l'impôt... **L'important étant à chaque fois de leur permettre d'y échapper d'une manière ou d'une autre**, en veillant à toujours laisser une porte de sortie et suffisamment de niches fiscales. **C'est certainement la raison pour laquelle le RN s'est abstenu dans le vote sur le rétablissement de l'ISF...**

En totale contradiction avec sa volonté affichée de taxer la fortune financière, le 8 juin 2023 [le RN a préféré s'abstenir sur l'élargissement de la taxe sur les transactions financières](#). Par contre, ce parti n'a pas hésité à voter [pour augmenter les abattements fiscaux](#) sur les droits de succession et de donation, ce qui le place encore une fois dans le camp des possédants et des puissants.

Même si le RN a voté pour la création d'une taxe exceptionnelle sur les super profits des entreprises



pétrolières et les concessionnaires d'autoroutes, rejetée par la droite, ou pour la création d'une taxe temporaire sur les super dividendes des grandes entreprises (adoptée malgré la droite), ce ne sont que des mesurette destinées à se racheter une conduite.

Dans sa mesure n°22, le RN prétend « [créer un ministère de la lutte contre les fraudes, fiscales et sociales](#) »

Là encore, une mesure très laconique, sans autre explication. On notera que « *fraude fiscale* » et « *fraude aux cotisations et prestations sociales* » sont mises au même niveau. [On estime la fraude fiscale à 80 à 100 Md€ annuels](#). Quant à la fraude dite « *sociale* », elle comprend les fraudes aux cotisations sociales, par définition des fraudes commises par les entreprises (6,8 à 8,4 Md€), et les fraudes aux prestations sociales, commises par les bénéficiaires d'allocations sociales (2,3 Md€).

Mais quand il s'agit à l'Assemblée nationale de voter une loi visant à [augmenter les ressources du Parquet national financier](#), qui a notamment enquêté sur l'affaire Fillon, la droite toute entière, avec une belle unanimité, RN en tête, a voté contre.

On voit bien que le RN qui se fait fort de 89 députés à l'Assemblée nationale, a bien du mal à concilier ses prétentions de parti « *anti système* » favorable aux « *petites gens* », avec son ADN d'extrême droite qui lui impose de préserver le système capitaliste et les détenteurs du capital.

La CGT veut redonner à l'impôt sur le revenu toute sa place; et œuvrer à plus de justice sociale en :

- renforçant l'impôt sur la fortune
- réexaminant l'ensemble des niches fiscales pour identifier celles qui permettent aux contribuables, et notamment les plus fortunés, d'échapper à l'impôt ;
- réduisant les taux de TVA, impôt injuste acquitté par tous les contribuables indépendamment de leur niveau de revenu et de leur capacité contributive ;
- faisant de l'impôt sur les sociétés un outil tourné vers l'efficacité économique et la justice sociale.

LE DROIT DES FEMMES... AU FOYER

A la veille du 8 mars 2022, Marine Le Pen publiait dans Le Figaro sa « [lettre aux Françaises](#) », dans laquelle elle se découvrait une grande sensibilité féministe, 5 ans après #MeToo. Il était temps.

C'est oublier un peu vite qu'en 2012 encore, [Marine Le Pen dénonçait ce qu'elle nommait](#) « les avortements de confort » et envisageait de dérembourser l'IVG, sauf en cas de viol. Elle y accusait avec violence le planning familial d'être « un centre d'incitation à l'avortement », où « on y présente l'IVG comme la seule solution, en minimisant son impact psychologique. Aujourd'hui, beaucoup de femmes n'ont plus le droit de ne pas avorter ».

Mais alors, pourquoi un tel revirement ?

C'était le début d'une offensive à visée électorale en direction des femmes, 50% de l'électorat français, qui manquaient cruellement dans le score du FN en 2012. Une opération de marketing, en somme.

En mars 2022, dans « Femme Actuelle », [elle se faisait maternelle](#) : « Il faut donner confiance aux femmes. Elles ont tendance à se sous-estimer, à douter, à penser qu'elles ne sont pas à leur place. Je le vois dans mon parti, je suis obligée de les secouer ! Avoir une présidente de la République pourrait changer le regard des femmes sur elles-mêmes. ». C'est beau comme du Simone De Beauvoir. **Nous y voilà, élire une femme est donc un acte féministe !**

« Une femme à la tête de la France, c'est une femme qui sera attentive à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes » déclarait Marine Le Pen sur TF1 le 6 avril 2022. Carrément !

Mais on a beau chercher dans son programme, nulle trace de mesure pour l'égalité salariale... Rien non plus pour lutter contre les violences faites aux femmes, alors que plus d'une centaine d'entre elles sont assassinées chaque année.



Et pourtant, le RN met à disposition sur son site pas moins de 16 livrets thématiques sur des sujets aussi variés que la protection des animaux ou le tourisme... Mais on cherche toujours en vain un programme de défense des droits des femmes.

Une épouse et une mère

La place de la femme dans la société n'est abordée que dans le livret thématique du RN sur la famille, ce qui est on ne peut plus révélateur **de ce que doit être une femme pour le RN : une épouse, et une mère. Point barre.** Quant au ministère de l'égalité entre les femmes et les hommes, Marine Le Pen a déclaré en 2017 vouloir le supprimer « *dans le cadre d'un gouvernement resserré* ».

La lutte contre les féminicides est tout bonnement ignorée, sauf lors de supposés « *harcèlements de rue* » menés forcément par des délinquants étrangers, et pour lesquels Marine Le Pen n'aura bien sûr aucune pitié. L'insécurité des femmes serait donc exclusivement liée à l'immigration ? On est proche du délire. **Même la cause des femmes est prétexte à exprimer son racisme forcené.**

Des prises de position CONTRE les droits des femmes

Mais le danger que représente le RN pour les femmes va beaucoup plus loin que son désintérêt visible. En effet, non seulement ce parti n'a que faire de la revendication de l'égalité des droits femmes/hommes, mais les prises de position de ses députés, tant à l'Assemblée nationale qu'au Parlement européen, s'y opposent !

En 2015, **les députés européens du FN, dont la féministe Marine Le Pen, ont voté en chœur CONTRE** le paragraphe 45 du rapport [Tarabella](#), qui proposait que dans toute l'Europe, les femmes aient « *le contrôle de leur santé et de leurs droits sexuels et reproductifs* », notamment « *grâce à un accès aisé à la contraception et à l'avortement* ». Plutôt incompréhensible pour une prétendue pro-IVG.

En 2020, la plupart des eurodéputés RN ont voté **CONTRE [une résolution visant à accélérer la réduction des écarts](#) de salaire entre les femmes et les hommes** dans les pays de l'UE.

Le 24 juin 2021, Le Parlement européen votait pour [un accès à l'avortement gratuit et légal](#) pour toutes les femmes de l'UE, en insistant sur la nécessité d'un accès généralisé à la contraception et à l'éducation sexuelle. Cette prise de position n'a pas été du goût des parlementaires de droite et d'extrême droite, et **les élus du RN s'y sont unanimement opposés.**

En 2021 toujours, le Parlement européen adoptait une résolution, **afin de créer des formations contre le harcèlement** au sein même des institutions de l'Union

européenne. **La quasi-totalité des eurodéputés du parti de Marine Le Pen ont voté CONTRE ce texte.** «*La quasi-totalité des hommes que nous côtoyons ne sont ni des oppresseurs ni des dangers pour nous, les femmes.*», avançait l'eurodéputée frontiste [Annika Bruna](#) pour justifier son vote. En fait le problème n'existe pas pour le RN.

Le 4 avril 2022, l'eurodéputé RN Jordan Bardella a préféré s'absenter lors du vote de la proposition de directive visant à **réduire les écarts de salaire entre les femmes et les hommes** par le renforcement du principe du «*salaire égal pour un travail de valeur égale*». **Les autres eurodéputés RN se sont quant à eux abstenus.**

Abstention, absence, une technique éprouvée du RN pour éviter de faire face à ses contradictions !

En 2022 à l'Assemblée nationale, Marine Le Pen et ses députés se sont opposés dans les débats [à l'allongement du délai légal pour l'IVG de 12 à 14 semaines](#). Mais comme il est tout de même difficile d'assumer «*en même temps*» des positions prétendument féministes et l'opposition à l'amélioration des droits des femmes, le RN a préféré s'abstenir. Pas vu, pas pris.

Alors oui, le 30 janvier 2024, **l'Assemblée nationale a voté la loi visant à inscrire le droit au recours à l'IVG dans la Constitution**. On ne peut que s'en réjouir, quand on observe la remise en cause de ce droit un peu partout dans le monde, notamment aux Etats-Unis et en Pologne.

On dit que le RN a contribué à mettre en place cette loi... vraiment ? Le revirement pseudo-féministe de Marine Le Pen ne fait visiblement pas l'unanimité dans son parti, puisque [64% des députés RN seulement ont suivi la consigne](#) (46 sur 72). On ne fait pas des chats avec des chiens...

Le discours pseudo féministe du RN n'est qu'une affaire de stratégie : conquérir un électorat féminin que l'on sait traditionnellement plus rétif à l'extrême droite. Mais l'ensemble des positions prises par le RN contredit en permanence les discours tenus depuis 2022.

Des amitiés très antiféministes!

Il suffit d'observer les hommes politiques pour qui Marine Le Pen n'a jamais caché son soutien et son admiration : [Donald Trump](#), [Jair Bolsonaro](#) ou [Victor Orban](#). Les plus antiféministes et anti avortement des dirigeants !

D'ailleurs en 2020, fidèle à ses amitiés, Marine Le Pen votait contre une loi du Parlement européen qui [souhaitait condamner la Pologne, qui interdisait l'IVG](#) en-dehors des

situations de viol et d'inceste. Visiblement, le féminisme de Marine Le Pen ne va pas jusqu'à condamner cette atteinte aux droits fondamentaux des femmes.

Le vernis craque...

En juin 2023, le député RN Jocelyn Dessigny a été sanctionné par l'Assemblée nationale après des propos sexistes envers la présidente du groupe LFI, Mathilde Panot, la traitant de « poissonnière ».

Mieux encore : vendredi 26 janvier 2024, en pleine manifestation des agriculteurs, [trois députés RN de l'Aude](#) posent au pied des tracteurs avec leurs écharpes tricolores, rayonnants, devant une pancarte où est inscrit « *Va faire la soupe salope* ». Une brillante reprise de la formule d'un viticulteur audois, en juin dernier, à l'adresse de l'écologiste Sandrine Rousseau, et contre lequel elle a porté plainte. Et dire que certains électeurs – et électrices – voudraient confier notre avenir à ces individus...

Non, les femmes n'ont rien à gagner à placer le RN au pouvoir, elles ont au contraire tout à y perdre.

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. » Simone Veil.

La CGT considère que l'émancipation des femmes passe par leur égal accès au travail salarié.

C'est dans une perspective d'émancipation et de progrès social pour toutes et tous que **la CGT** combat les inégalités de genre, les idées et comportements sexistes, les stéréotypes culturels qui tendent à justifier et perpétuer les inégalités entre les femmes et les hommes. **La CGT** agit pour la liberté pleine et entière des femmes, au travail et dans la société.

Elle se bat sur la base d'une approche globale et intégrée de l'égalité dans l'emploi, la rémunération, la carrière, la formation, la santé, la vie personnelle, la retraite.



© Adobe Stock

Le rassemblement national hait les syndicats

Faire la peau aux syndicats est une obsession historique de l'extrême droite. Le RN a de nombreuses fois manifesté sa profonde aversion envers les syndicats de salariés en général, et la CGT en particulier. **Pour le RN, l'action syndicale démocratique est un facteur de désordre qu'il faut au pire mater, au mieux éliminer.**

En 2010, Marine Le Pen traitait les manifestants et les grévistes qui luttaien
contre la retraite à 62 ans de “*gréviculteurs*” et “*d’éméutiers*”. Sa nièce Marion
Maréchal-Le Pen n’était pas en reste, puisqu’elle aboyait que les manifestants
n’étaient que des violents “*crasseux*” qui s’habillent “*en pyjama*” et qui passent
leur temps à faire la grève. Des fainéants qu’on vous dit !

Lors des manifestations contre la loi El Khomri en 2016, [Marine Le Pen réclamait sur Europe 1 l'interdiction de toutes les manifestations pour faire cesser « le désordre »](#).

A chaque mouvement social, le clan Le Pen exprime tout le dégoût que lui inspire l'organisation des travailleurs autour des syndicats. [Pour Louis Aliot, vice-président du parti en 2018](#) : « la grève est un système archaïque » et « les revendications de la CGT sont corporatistes ». Marion Maréchal-Le Pen : « (...) la CGT, syndicat groupusculaire, organisation d'extrême-gauche, ultimes adeptes d'une lutte des classes périmée ». Dans une vidéo sur le site du parti en 2016, Marine Le Pen disait que « **le verrou syndical est le premier verrou à faire sauter pour débloquent l'économie** » ! Donc la crise économique n'est pas à imputer au capitalisme, c'est à cause des syndicats !

En 2019, Nicolas Bay, alors secrétaire général du FN, disait : « La grève, telle qu'elle existe en France, (...) c'est un droit fondamental, d'accord, sauf que c'est une manière d'agir totalement archaïque ». **Fondamental mais archaïque... comme la constitution française par exemple ?**

Le syndicalisme est une porte d'entrée vers les salariés et ça, ça intéresse le RN... Dans le milieu des années 1990, le FN a donc adopté une stratégie d'entrisme, et a tenté une OPA sur les syndicats des salariés.





Après ses résultats électoraux encourageants de 1995, **le FN décide d'investir le monde du travail en créant des syndicats frontistes**, essentiellement dans le secteur public : le FN transports en commun, le FN pénitentiaire, le FN police, le FN-Poste, une Fédération nationale des fonctionnaires, une Force nationale Santé, ou encore un Mouvement pour une éducation nationale. Toutes ces organisations étaient rassemblées au sein d'une Coordination française nationale des travailleurs (CFNT), qui a présenté des listes aux élections prud'homales de 1997.

La justice fut saisie par l'ensemble des organisations syndicales de salariés. Entre 1996 et 1998, [les jugements tombèrent](#) et la justice décréta qu'un syndicat « *ne peut poursuivre des objectifs essentiellement politiques ni agir contrairement aux principes de non-discrimination contenus dans la Constitution, les textes à valeur constitutionnelle et les engagements internationaux auxquels la France adhère* ». Elle précisa que « *les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des droits ainsi que des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, des personnes visées par leur statut* ».

En clair, **le racisme et la discrimination ne font pas partie des valeurs portées par la France et ses syndicats**, de même **qu'un syndicat ne peut avoir pour objet de porter le message d'un parti politique**. Les syndicats FN furent donc purement et simplement interdits. Fin de l'histoire, chacun chez soi.

Depuis, faute de pouvoir entrer dans les syndicats par la porte, le FN a tenté d'entrer par la fenêtre, par le biais d'individus isolés. Il s'est à chaque fois fait raccompagner à la porte par les confédérations. Chacun chez soi on vous a dit !

Alors qu'en 2007, le programme du FN dénonçait « un syndicalisme dévoyé et moribond (...), un des obstacles majeurs aux réformes nécessaires de la société française », qu'en est-il en 2024 ?

Bizarrement, aujourd'hui on ne parle plus des syndicats dans le programme du RN... Pas un mot, peu de critiques dans les médias... Durant le vaste mouvement social de 2023 contre la retraite à 64 ans, les 89 députés frontistes ont observé un silence de cathédrale sur le sujet. Interpellée sur son opposition à la réforme, Marine Le Pen répondait qu'elle soutenait la lutte mais que « *manifester n'est pas dans l'ADN* » de son parti, et que la mission des députés RN était de faire avancer les choses à l'Assemblée nationale. On a vu le résultat...

Diantre... Le RN serait-il devenu un parti qui soutient les salariés en lutte ? Evidemment non, l'opération de ripolinage du RN est bien passée par là... Mais chassez le naturel, il revient au galop ! [En août 2022, Louis Alliot, maire RN de Perpignan](#), disait : « *Les syndicats sont les croque-morts du monde économique et du travail, ils ont toujours accompagné le désarroi des gens mais n'ont jamais réussi à s'opposer à rien. Ils ne servent à rien.* »

[Dans son programme de 2010](#), le FN prévoyait que « *des syndicats plus représentatifs travailleront mieux à la réelle défense des intérêts des salariés : ils seront en effet plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation) pour pallier leur manque de légitimité.* ». Des syndicats constructifs, conciliants, qui ne font pas grève...

Plus tard en 2017, la proposition n° 10 du programme de Marine Le Pen visait à [casser le «monopole syndical au premier tour des élections professionnelles](#) ». En d'autres termes, émietter le paysage syndical en multipliant les organisations corporatistes téléguidées par le patronat. Elle visait aussi à « *contrôler le financement des syndicats* », comme si ça n'existait pas déjà... On en oublierait presque que M. Le Pen est actuellement devant les tribunaux pour s'expliquer sur des (présumés) détournements de financements européens.

Désormais, [Marine Le Pen prône «la liberté syndicale totale»](#), c'est-à-dire **abattre la loi de représentativité de 2008 et permettre à n'importe qui** (au RN par exemple !) de créer un syndicat, **indépendamment de l'obligation qui lui est faite de respecter les règles républicaines**. Comme l'absence de discrimination... Cette stratégie vise à éliminer les syndicats existants et à faire émerger des syndicats « *autonomes* » qui n'auraient plus à justifier d'une représentativité minimale. Open bar pour l'extrême droite.

Dans une tribune parue le 20 mai 2020 et consultable sur le site du RN, Thibaut de la Tocnaye, membre du bureau du RN, laissait éclater sa haine : « *l'immense majorité des centrales médiatisées profite à fond du système qui les nantit de subventions et de châteaux... Ils sont souvent corrompus (...) toujours gavés grâce à l'argent, parfois sale* » Ces affirmations gratuites et calomnieuses ne reposent sur aucun argument. **Mais si on parle d'argent sale, parlons alors de la condamnation de Marine Le Pen en 2020 pour «escroquerie», et du RN pour «recel d'abus de biens sociaux».**

Toujours le 20 mai 2020, dans un communiqué accessible sur le site du RN, Thibaut de la Tocnaye ajoutait « *Le premier gouvernement patriote qui voudra rétablir, dans le sillage de Marine Le Pen à la présidence en 2022, un réel dialogue social et qui souhaiterait susciter l'émergence de syndicats authentiquement représentatifs de l'ensemble des salariés, cadres et patrons dans tous les secteurs et dans tous les types d'entreprises publiques et privées, devra au plus vite et en début de mandat ramener le seuil minimal d'audience à 3% ou même à 1%. L'objectif est de permettre la création de nouveaux syndicats.* » **Des nouveaux syndicats regroupant salariés, cadres et patrons... on en salive d'avance.**

La messe est dite. Le FN/RN n'a pas abandonné son fantasme d'une société sans lutte des classes, sans syndicat de salariés, sans droit de grève. Une société où les syndicats enfin domestiqués seraient en phase avec les « valeurs » du FN/RN et collaboreraient enfin avec le patronat. Des syndicats sans projet de société, soumis à l'autorité patronale, de parfaits collaborateurs.

Nous pouvons tous en être certains : si le RN parvient un jour au pouvoir en France ou en Europe, la CGT et ses militants seront une de ses premières cibles.

Michel Audiard, brillant dialoguiste bien connu, disait « *voter à droite c'est soit pour préserver la société, soit pour écraser l'ouvrier* ». Alors, voter pour l'extrême droite, devinez...

R comme Racisme, N comme Haine

Dans son livre «1984», George Orwell écrivait «*Ce qui importe avant tout, c'est que le sens gouverne le choix des mots et non l'inverse. En matière de prose, la pire des choses que l'on puisse faire avec les mots est de s'abandonner à eux.*»

Le langage est un outil puissant de manipulation des masses : on peut lui faire dire tout et son contraire, on peut le manipuler, le retourner, le tordre... On peut le faire mentir, en travaillant sur les mots pour «*positiver*» certaines notions, les rendre plus acceptables, «*politiquement correctes*».

Par exemple, le mot «*racisme*» (*idéologie postulant une hiérarchie des races - discrimination, hostilité violente envers un groupe humain*) véhicule des notions d'intolérance et de violence, inacceptables pour un parti qui vise le pouvoir. Alors les communicants sont passés par là, via des politiciens et médias partisans de droite et d'extrême droite, et l'ont remplacé par «*xénophobie*» (*hostilité par principe aux étrangers, à ce qui vient de l'étranger*), moins marqué, qui est désormais le qualificatif le plus souvent alloué au RN.

On y ajoute parfois le terme d'«*islamophobie*», auquel le RN et les partis de droite ont répliqué en accusant les formations de gauche d'«*islamo gauchisme*», puis de «*wokisme*», des néologismes obscurs que pour le moment, personne n'est vraiment parvenu à expliquer...

Albert MEMMI, écrivain franco-tunisien, définissait le racisme comme la «*valorisation, généralisée et définitive, de différences biologiques, réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de justifier une agression*».

Robert PARK, sociologue américain, ajoutait que «*le racisme fonctionne alors comme un mécanisme de l'esprit de groupe [...], une disposition plus ou moins instinctive et spontanée ayant pour but de maintenir les distances sociales*».

Car c'est bien le but poursuivi par toutes les formations d'extrême droite: créer et entretenir la division de la société en désignant des groupes sociaux dits «*inférieurs*», pour leur imputer l'ensemble des difficultés rencontrées par la population d'un pays. Et ainsi exonérer les puissants de toute responsabilité dans l'appauvrissement de cette population.



Un parti construit sur la base du fascisme et du racisme

Pour bien saisir ce que porte le RN, il faut se plonger dans l'histoire et revenir à 1972, date à laquelle le Front National fut fondé par le mouvement fasciste « [Ordre nouveau](#) », adepte de la violence et arborant pour emblème la croix celtique. Ce mouvement exaltait l'unité mondiale de la race blanche, ses prétendues supériorité et unité politique et culturelle. En quête de respectabilité (déjà !), l'Ordre nouveau nomma Jean-Marie Le Pen à sa tête, qui représentait alors la fraction « *modérée* », tentée par les charmes du libéralisme.

Parmi les fondateurs du parti, aux côtés de JM. Le Pen, on retrouvait Pierre Bousquet, ancien caporal de la Waffen SS, des anciens collaborationnistes, des ex-membres de l'OAS (Organisation Armée Secrète, qui organisa de nombreux attentats en Algérie et en France), des néofascistes de toutes sortes, et autres négationnistes. Des racines qui plongent dans l'antisémitisme.

Quand le FN inaugura le slogan ouvertement xénophobe « [La France aux Français !](#) », il ne l'avait pas inventé ! Il date de l'affaire Dreyfus en 1894, quand l'antisémitisme était un sujet largement entretenu par un grand nombre de journaux, comme « *La libre parole* » fondée par Drumont (ténor de l'antisémitisme de la fin du XIX^{ème} siècle), **dont le sous-titre était déjà « *la France aux Français* ». C'est une référence ouvertement antisémite.**

Depuis, Marine Le Pen a veillé à faire oublier les saillies racistes et antisémites de son père, pour lesquelles il a d'ailleurs été condamné à de multiples reprises. Trop clivant, le paternel... La touche finale de ce lissage médiatique a été donnée avec la [participation du RN à la manifestation contre les actes antisémites](#) de novembre 2023. Malgré l'opposition de nombreuses personnalités de tous bords, qui se sont légitimement indignés.

Des racines qui ont la peau dure

Depuis ces cinquante dernières années, de l'eau a coulé sous les ponts et on pourrait imaginer un RN sorti de ses origines embarrassantes. Ce n'est pourtant pas le cas ! Certaines amitiés résistent au temps, pour peu qu'on partage les mêmes convictions nationalistes et racistes.

C'est ainsi que la récente [affaire de détournement des fonds européens par le RN](#), révèle que cet argent aurait servi en partie à **financer** le [GUD](#) (Groupe union défense), organisation étudiante française d'extrême droite réputée pour ses actions violentes. Intimement mêlé [à l'affaire des kits de campagne](#), et [en relation directe avec Marine Le Pen](#), Frédéric Chatillon, ancien responsable du GUD, est aussi un adepte du folklore nazi proche d'antisémites patentés, dont la dernière

sortie médiatique, en mai 2023, avait pris la forme d'un soutien au défilé néofasciste annuel dans les rues de Paris.

Des relations bougrement encombrantes, pour un parti «dédiabolisé» !

Dans l'espoir d'asseoir enfin sa respectabilité et celle de son parti, en juin 2023, Marine Le Pen sortit de son grand chapeau [une liste de 42 résistants](#) qui auraient été à l'origine de la création du FN. Cette grossière imposture a été dénoncée depuis par nombre d'historiens comme un bel exemple de révisionnisme !

C'est un fait. Le RN, ce parti qui se voudrait légitime, n'a pas rompu avec ses origines fascistes et racistes. Il se place en représentant d'une élite raciale, dans la plus pure tradition des groupuscules racistes.

Le cœur idéologique du RN est sans ambiguïté articulé sur une xénophobie bien particulière, celle qui concernerait plutôt des individus d'origine africaine, plutôt noirs ou maghrébins, et plutôt de religion musulmane...

[Une étude de 2016 menée pour Sciences Po est édifiante](#) : « L'arrivée de Marine Le Pen n'a donc pas atténué les préjugés de ses sympathisants. En revanche, les sympathisants des autres partis et surtout ceux de droite, dans un contexte de crise économique et de désaffection politique, sont devenus plus racistes. »

A la question « En ce qui vous concerne personnellement, diriez-vous de vous-même que vous êtes plutôt raciste, un peu raciste, pas très raciste, pas raciste du tout ? » (...) La proportion moyenne (de ceux qui se disent racistes) tourne autour de 28 %. Mais elle bat tous les records chez les proches du FN : 82% se disent racistes ».

Chassez la nature...

L'actualité est régulièrement émaillée des frasques de cadres du RN qui ont bien du mal à masquer leur racisme indécrottable. Et si la direction du RN s'attache à exclure régulièrement quelques-uns de ces maladroits, le mal est trop profond pour que le phénomène s'épuise. Passons sur les diarrhées verbales du fondateur du parti, Le Pen père, qui s'est longtemps illustré par ses « *petites phrases* » révisionnistes et racistes.

Marine Le Pen est attentive à contrôler ses éléments de langage pour lisser l'image du parti, [mais ses élus en territoires ne possèdent pas la même maîtrise](#). Citons quelques divagations d'élus du RN fortement teintées de racisme :

- En 2013, [une candidate FN aux municipales](#) dans les Ardennes postait sur Facebook un montage raciste visant Christiane Taubira, garde des Sceaux, avec cette légende : « *C'est une sauvage, voilà, à la limite je préfère la voir dans un arbre après les branches que de la voir comme ça au gouvernement, franchement.* »
- En 2015, [Jean-Francis Etienne, candidat FN en Lozère](#), postait sur Facebook lui aussi

une photo d'un bateau rempli de migrants venus d'Afrique avec cette légende : « peut être suffirait-il de couler un ou deux de ces bateaux poubelles en mouillant quelques mines bien placées »

- En 2021, [le RN exclut Danièle Delavaud, candidate RN en Corrèze](#), qui écrivait : « Qu'on arrête de construire des mosquées, je suis OK pour les faire sauter », « Flash Ball... ne vous gênez pas les CRS, bombardez-les, vous avez le soutien des Français ».
- En 2021 toujours, [à Carcassonne, Henri Lopez Terres, candidat RN](#) à des élections locales, est condamné à 8 mois fermes pour des écrits racistes au sujet des migrants et des Arabes : « Des hordes sauvages sorties tout juste de leur jungle originelle... Arabes, migrants, qu'ils soient mineurs ou pas, sont des cafards qu'il faut balayer... ».
- Novembre 2022, [le député RN Grégoire de Fournas](#) interpella en pleine Assemblée Nationale un député LFI, Carlos Martens Bilongo, qui s'exprimait sur le « drame de l'immigration clandestine », « qu'il(s) retourne(nt) en Afrique ! ». Les avis sont partagés mais que cette phrase soit prise au singulier ou au pluriel, il s'agissait bien d'une expression raciste.

Le même de Fournas qui s'était illustré par [ses tweets racistes en 2019](#) : « En Afrique, ils aiment tous la France et ses allocs ! ». Pas qu'en Afrique apparemment... l'élu est viticulteur dans le Médoc, et à l'occasion, tout RN qu'il est, il ne crache pas sur [l'exploitation de travailleurs détachés roumains](#) ou portugais pour travailler dans ses propres vignes... Alors, ça a du bon le travail des étrangers ! C'est certainement la raison pour laquelle le RN s'est abstenu au Parlement européen sur le vote pour [la révision des règles sur les travailleurs détachés](#), qui visait à limiter les possibilités de détachement.

- En octobre 2023, [Laurent Jacobelli, député RN](#), apostropha le député Renaissance Belkhir Belhaddad « Il va bien le Hamas ? » et termina sur « Tu me parles autrement, racaille. Joue pas ta racaille. ». On est champion de l'élégance au RN...
- En avril 2024, [les élus RN de Bourgogne Franche Comté](#) brandirent des pancartes en séance du conseil régional : « violeurs étrangers dehors », en soutien à deux militantes du collectif d'extrême droite [Nemesis](#) interpellées avec la même pancarte. L'élu RN Thomas Lutz compléta ce tableau affligeant, en qualifiant les migrants de « Untermensch » (trad. « sous-humain »), terme utilisé par les nazis pour désigner les Juifs ou les Russes ! Interrogé sur le sujet, le RN invoque la « liberté d'expression » et prononce un simple rappel à l'ordre de ses sbires. Qui ne dit mot consent, pas vrai ?

On pourrait continuer indéfiniment, mais la preuve est faite que le RN s'inscrit pleinement dans la mouvance raciste d'extrême droite.

Le racisme comme unique programme politique

S'il fallait encore s'en convaincre, il suffit de consulter le premier de ses livrets thématiques, intitulé « *Contrôler l'immigration* ». Vous n'aimez pas lire ? Pas de souci,



be Stock

les photographies suffiront ! Des Africains désœuvrés dans nos squares, près de nos écoles, des tentes dans les bacs à sable de nos enfants, des femmes voilées dans nos rues... C'est une vision caricaturale : les immigrés sont Africains, ils sont inquiétants, dangereux, agressifs, ils ont une religion qui n'est pas la nôtre, et ils refusent de s'intégrer à la société française. Ils ne reconnaissent pas nos lois et ils veulent imposer leur mode de vie aux Français « *de souche* ».

A en croire la propagande du RN, nous serions face à « *une énorme pression migratoire* »,

et ce ne serait rien par rapport à ce qui va arriver ! Et de citer pêle-mêle des perspectives de poussée démographique, de conséquences du réchauffement climatique, de mauvaise gouvernance et de corruption généralisée dans les pays d'Afrique, qui aggraveront à coup sûr le phénomène...

Quand le RN parle d'immigration, il ne parle pas des Britanniques ou des Danois: c'est bien la population africaine et d'origine africaine qui concentre sa haine. Ce qui n'est pas sans rappeler les thèses de « *suprématie de la race blanche* » défendues par Ordre nouveau, à l'origine du RN, parti qui reste d'extrême droite.

[Marine Le Pen n'est plus à une énormité près... Sur BFM en 2021](#), elle se défend des accusations de xénophobie : « *Quand vous voyez que je suis arrivée en tête en outre-mer, vous vous rendez compte que ces accusations de xénophobie n'ont aucun sens* », faisant ainsi un parallèle malheureux entre les Français des DOM et les « *étrangers* ». Quel rapport avec nos compatriotes d'Outre-mer, qui sont Français ? Parce qu'ils sont noirs ?

Des chiffres!

Mais alors, si nous sommes vraiment face à une « *immigration incontrôlée* », de combien d'immigrés parlons-nous ? Tout en dressant un tableau apocalyptique dans lequel la France et ses racines gauloises seraient menacées d'extinction, **le RN ne donne aucun chiffre. Nous, si.**

[L'INSEE](#) (2022) est précis : « *La population étrangère vivant en France s'élève à 5,3 millions de personnes, soit 7,8 % de la population totale. Elle se compose de 4,5 millions d'immigrés n'ayant pas acquis la nationalité française et de 0,8 million de personnes nées en France de nationalité étrangère. En 2022, 48,2 % des immigrés vivant en France sont nés en Afrique.* » **Soit 3.76% de la population vivant en France. On est donc loin de « *l'immigration de masse* » dénoncée par le RN !**

Poursuivons notre lecture de ce fameux livret thématique... Les immigrés présents sur le sol français ? Tous des resquilleurs ! Les frontières sont des passoires, les jeunes immigrés qui se prétendent mineurs sont tous majeurs, et tous ont pour seul objectif de faire venir en France père-mère-frères-sœurs-oncles-tantes pour siphonner les aides sociales françaises, et de toute manière, *« ce sont bien les immigrés qui décident de la politique migratoire de la France. »*, puisque *« un étranger n'est que rarement expulsé, puisqu'il sera un jour régularisé »*. **Tout cela sans chiffre, évidemment. Mais nous, on a des chiffres.**

Selon un rapport du Ministère de l'Intérieur, en 2021, on estimait à 380 000 le nombre d'immigrés clandestins en France. 30 000 d'entre eux sont régularisés chaque année, soit 7,9%. Ce qui engendre une hausse de la population en France de... 0,04% !

Toujours dans le livret du RN, on apprend que l'immigration serait responsable des salaires trop bas. Pas grave, le RN détient la solution : *« Dès lors que l'immigration sera strictement limitée, les employeurs n'auront d'autre choix que d'offrir des salaires plus élevés pour recruter des Français »*. Ben voyons. Donc rien à voir avec la volonté d'enrichissement sans borne du capitalisme. C'est si simple, pourquoi personne n'y a pensé avant ?

L'immigration serait aussi responsable de la crise du logement, du chômage, de la précarité, de l'insécurité, de la délinquance, de l'endettement public. Entre autres. Elle serait hors de contrôle, l'identité et la culture françaises seraient menacées, on barbote dans le fantasme du *« grand remplacement »*.

A aucun moment n'est évoquée une quelconque responsabilité des maîtres du capital, du patronat, des actionnaires... **RN et capital ont toujours très bien travaillé ensemble, on ne change pas une équipe qui gagne !**

La «vision» du RN

Le cœur du programme du RN : la *« préférence »* nationale. C'est l'alpha et l'oméga des partis d'extrême droite, que le RN veut inscrire dans la Constitution française, quitte à se retirer de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, qui proscriit toute discrimination !

Les moyens prévus sont à la hauteur de l'enjeu : c'est ni plus ni moins qu'un coup d'état institutionnel que prévoit le RN s'il arrive au pouvoir, pour mettre en œuvre son projet raciste, fondé sur la discrimination due à la religion, à l'origine géographique, et par extension à la couleur de peau !

Que ce projet ait reçu la faveur de Macron et de son gouvernement au travers de la loi « Asile Immigration » ne peut que réjouir toutes les factions de droite et d'extrême droite, qui se sont empressées d'y apporter leur vote inconditionnel. Même si le Conseil constitutionnel a invalidé une grande partie de la loi, des mesures

dangereuses persistent. C'est un recul historique pour le «pays des Lumières», impulsé par un gouvernement à la botte de l'extrême droite.

Marine Le Pen dit vouloir « combattre les idéologies islamistes », confondant «communautés » et « communautarisme », entretenant la confusion entre les musulmans, des gens comme vous et moi qui pratiquent leur religion en respect du droit, et les terroristes politiques se réclamant d'un certain Islam. «Nous considérons qu'une personne qui porte le voile est une islamiste», dit le directeur de cabinet de Marine Le Pen, [Renaud Labaye, auprès du Monde](#). C'est une interprétation mensongère de la laïcité (la liberté de conscience et celle de manifester ses convictions dans les limites du respect de l'ordre public), qui a pourtant pour but de garantir la liberté d'exprimer son culte.

C'est une stratégie éprouvée : utiliser les colères qui secouent la société, pour les détourner vers des cibles faciles, puisque proches. **C'est la stratégie qui a été utilisée par le 3^{ème} Reich voilà moins d'un siècle**, désignant à la vindicte populaire les Juifs, les communistes, les syndicalistes, les Roms, les Polonais, les Russes, les homosexuels, les Gitans, les personnes handicapées, et tant d'autres. Proclamant la prétendue supériorité d'une «race» sur les autres, décidant de qui doit vivre et de qui doit mourir. Des millions d'hommes, de femmes, d'enfants, pourchassés, torturés, exterminés, toujours avec le soutien d'une grande partie du patronat, des profiteurs de guerre.

Voulons-nous à la tête du pays un parti ouvertement raciste et xénophobe qui ne rendra jamais le pouvoir une fois acquis ? Qui mettra à bas la démocratie ? Un parti qui se vante de combattre une idéologie, ce qui constitue la première étape du totalitarisme ?

Il est donc nécessaire de le rappeler : Marine Le Pen est à la tête d'un parti raciste. Et cela révèle la nature profonde de ses ambitions. Le reste n'a plus d'importance. Avec le Rassemblement National, nous sommes en danger.

Ecologie : On est chez nous!

Au Rassemblement National, l'écologie, c'est comme les droits des femmes, on a commencé à en parler quand on a senti le vent tourner.

En effet, c'est seulement en 2022 que le RN consacre sur son site un livret thématique à ses propositions sur le sujet.

Sa lecture est édifiante puisque ce livret revisite tout ce qu'on pensait établi par les scientifiques depuis des décennies. Les engagements pris pour lutter contre le réchauffement climatique sont taxés de « *terrorisme climatique* » promulgués par des « *prophètes de malheur* » et l'écologie façon RN sera la solution miracle à tous les problèmes économiques de nos concitoyens.

Il y en a pour tout le monde, à condition de ne pas entrer dans les détails.

Comme tout argumentaire d'extrême droite, il commence par faire peur (« *terrorisme climatique* », « *écologie punitive et de la mauvaise conscience* »...), pour ensuite s'imposer comme le seul pourfendeur des injustices « *Ce n'est pas aux Français de payer pour les fautes des autres ! L'urgence est de rompre avec une écologie dévoyée par un terrorisme climatique qui met en danger la planète, l'indépendance nationale et plus encore, le niveau de vie des Français* ».

Pour une écologie «de ici et pas ailleurs»

On y apprend que l'écologie ne peut être que nationale, on s'en doutait remarquez... Parce que « *chaque écosystème est unique, il est ici, et pas ailleurs* ». On est chez nous, en somme... Que les bouleversements climatiques soient planétaires ne semble pas être un obstacle aux propositions du RN. L'écologie nationale n'exigera aucun sacrifice mais tout au plus une simple « *adaptation* » de notre mode de vie. Finalement, l'écologie nationale n'exige rien.

Le RN invente « *l'écologie nationaliste* » ! En effet, « *la France n'a pas à sacrifier le bien-être de sa population pour corriger les erreurs ou les abus des autres pays* ». Il faut donc « *reprendre la France à ceux qui la défigurent, qui la pillent ou qui la polluent* ».

Sauf que, quand l'occasion se présente pour le RN de s'en prendre enfin aux pollueurs et aux pillards, il préfère s'abstenir sur [le rétablissement de l'ISF](#), ou encore sur l'élargissement de l'assiette de [la taxe sur les transactions financières](#).



Les impacts de l'action humaine sur l'environnement ? Encore un coup des immigrés ! Le RN défend une théorie fumeuse : *« Ce sont les populations unies par la longue durée de présence sur un territoire qui peuvent revendiquer (...) cette interdépendance avec l'environnement qui fait la diversité des cultures humaines, et que le nomadisme forcé et les migrations de masse détruisent sans retour »*. Donc si on essaie de suivre, pour le RN, la dégradation de l'environnement serait due au fait que les populations ne sont pas originaires des territoires où ils vivent... Intéressant.

Le RN nous décrit son projet d'un monde proche de « la petite maison dans la prairie », où *« les entreprises locales luttent à armes égales avec les groupes multinationaux »*, et où *« la renaissance du petit commerce de centre-ville, de l'artisanat, des entreprises familiales et des PME est l'une des conditions de succès de la transition écologique »*.

Pas d'inquiétude, et le RN y veillera, *« Les Français pourront continuer à sortir leur famille en voiture, à prendre des bains chauds, à apprécier le feu de bois dans la cheminée et à fêter Noël »*. Ouf, on a eu peur.

Un paysage idyllique, où une électricité décarbonée sera produite essentiellement par géothermie, hydraulique et nucléaire. Cette savante combinaison aura pour effet *« la baisse du prix de l'électricité pour les ménages et l'industrie, condition des relocalisations industrielles et de la sortie de la précarité énergétique pour plusieurs centaines de milliers de ménages. »* Un miracle en somme.

L'éolien et le solaire, qualifiés de *« préférence irrationnelle pour les énergies renouvelables »*, et de *« responsables de la précarité énergétique de millions de ménages »*, d'*« impasse énergétique »*, seront abandonnés. Allez savoir pourquoi...

Mais le 10 janvier 2023, alors que l'Assemblée nationale statuait sur un projet de loi visant à **accélérer la production d'énergies renouvelables, qui prévoyait pourtant de favoriser le développement de l'hydroélectricité et de la géothermie**, le RN a voté contre. Avec un argument surprenant : l'énergie renouvelable ne serait pas assez efficace et, en entraînant des coûts plus élevés, réduirait le pouvoir d'achat des Français. A force de vouloir faire plaisir à tout le monde, la cohérence entre le discours et les actes semble difficile à trouver !

Ecologie oui, mais en « surprotégeant des investisseurs »

« Notre politique agira sur les causes ; accords de libre-échange, explosion du numérique, surprotection des investisseurs au détriment du contribuable... ».

D'ailleurs, toute réglementation des entreprises dans ce domaine est malvenue, puisque *« l'écologie est parfois une arme employée contre nos entreprises, nos secteurs d'excellence, nos pôles de compétitivité »*.

Parfois on y perd son latin... Quand le RN sillonne les allées du Salon de l'Agriculture, en pleine crise des agriculteurs, dénonçant les accords de libre-échange conclus par le Parlement européen, prétendant s'y être opposé depuis toujours, on aimerait comprendre comment et pourquoi, dans la même période, [le RN a voté au parlement européen pour deux accords de libre-échange](#), l'un avec le Chili, l'autre avec le Kenya.

Tout le monde peut serrer des mains au Salon de l'Agriculture, et le RN le fait très bien. Par contre, quand il s'agit de passer aux travaux pratiques, tout change. Le 6 novembre 2023, les députés débattaient d'un projet de loi pour [soutenir financièrement les filières agricoles bio en situation de crise](#). Parce qu'il faut avoir le courage de ses opinions, le RN n'a pas osé voter contre, il s'est contenté de s'abstenir.

Le 2 novembre 2023, alors qu'un projet de loi prévoyait d'obliger les entreprises financées par le plan « Investir pour la France de 2030 », dont des entreprises comme TOTAL par exemple, [à publier un bilan carbone, le RN votait contre](#). Non mais vous imaginez ça, demander des contreparties à des entreprises bénéficiant d'aides publiques, où va-t-on...

[Recouvrir les toitures des bâtiments de peinture blanche](#) pour s'adapter au changement climatique ? Trop cher ! **Le RN vote contre.**

Obliger l'[installation de panneaux solaires](#) sur les grands parkings ? **Contre également.** L'écologie oui, la contrainte non !

Par contre, lorsqu'il fut question de [supprimer la proposition de loi interdisant les vols en jets privés](#), quelque peu polluants pourtant, la réponse du RN fut nette et sans appel : pour !



Bien loin des discours proférés dans les médias, les 23 eurodéputés RN n'économisent pas leur énergie pour défendre les intérêts des grandes industries à Bruxelles, tant pis si c'est au dépens des classes populaires qu'ils prétendent défendre, tant pis si c'est en s'asseyant sur l'écologie.

[Dispense de respecter l'échéance de 2030 sur l'interdiction des](#)

moteurs thermiques pour les fabricants de grosses cylindrées de luxe, soutien à l'industrie des emballages plastique jetables, refus de réglementation de l'usage des pesticides dans les zones dites «sensibles», refus de l'obligation pour les entreprises de respecter un devoir de vigilance en lien avec les enjeux climatiques, opposition à une taxe sur les superprofits des géants du secteur de l'énergie... **Les lobbies ont trouvé une écoute bienveillante auprès des eurodéputés RN.**

Le RN se contrefiche de l'écologie et ça se voit... C'est un nouveau prétexte pour déclencher des peurs, désigner des ennemis, et ensuite proposer le repli sur soi comme unique solution. Sa vision romancée d'un pays réconcilié autour du café-épicerie du village enfin réouvert, ça ne prend pas.

Il n'est jamais question pour le RN de toucher un cheveu des puissants de ce monde, eux qui pourtant «*défigurent, pillent ou polluent (la France)*»

L'écologie au RN, ça n'existe pas. C'est un effet d'annonce, une opportunité rapidement saisie et rapidement traitée, un nouveau prétexte pour s'en prendre à l'immigration. Ça tombe bien, on ne comptait pas sur le RN non plus pour sauver la situation !

La CGT affirme que prendre soin de notre environnement impose de rompre avec les politiques économiques actuelles qui sont en échec, et d'aller vers un autre type de croissance fondée sur des modalités de production et une exploitation des richesses plus équitables, en anticipant les transitions nécessaires, de manière à ce qu'elles ne portent pas préjudice aux salariés et à leurs familles. Ce changement de cap est seul à même d'avancer vers un développement respectueux de l'humanité et de la planète, sur des bases économes en ressources et en énergie.

Mains propres, tête haute ?

En 1993, c'était l'un des slogans emblématiques du Front National. Jean-Marie Le Pen, alors président du parti, se posait alors en moralisateur de la vie politique : tous pourris, sauf lui !

Sa fille après lui, en 2014, dénonçait « [les trois M](#), magouilles, manœuvres, mensonges, qui caractérisent la vie politique ». Aujourd'hui le RN, comme le FN hier, s'autoproclame le parti des vertueux, pourfendeur de la déliquescence du monde politique.

Et afin que la vertu du RN soit bien comprise, il fait de la lutte contre la fraude un point fort de son programme, au point d'y consacrer un livret thématique, dont la 1ère phrase donne le ton : « *La lutte contre tous les types de fraudes est une exigence républicaine* ». Chiche.

A la lecture, on comprend vite que **la fraude la plus importante aux yeux du RN est la fraude aux prestations sociales** : on y retrouve pêle-mêle « *le non-respect par des étrangers des conditions de ressources et de résidence, les reprises d'activité non déclarées par les chômeurs, le RSA, la prime d'activité, les aides au logement* »... Salauds de pauvres...

Il ajoute que « *les fraudeurs doivent être effectivement et sévèrement sanctionnés. Dès la première fraude, une amende-plancher égale au triple des montants indument perçus (...), sera instituée.* », prévoyant ensuite de multiplier la pénalité, jusqu'à la suspension des droits pour le bénéficiaire. Tolérance zéro !

Sur le chapitre de la fraude fiscale, le livret est beaucoup plus discret, et névoque que les « *fraudes des entreprises multinationales dues à la mondialisation* ». Soit la fraude fiscale n'existe pas, soit elle s'intègre bien dans le programme politique et les valeurs du RN.

Le tintement des casseroles

Mais depuis quelques temps, on n'entend plus beaucoup le RN sur le sujet de la corruption des politiques... **Serait-ce parce qu'un certain nombre d'entre eux, dont Marine Le Pen elle-même, sont actuellement mis en examen dans plusieurs affaires ?** Comme celle des assistants parlementaires européens, des kits de campagne, des emprunts russes, des inexactitudes dans la déclaration de patrimoine de Marine Le Pen, ou encore les affaires impliquant des mairies dirigées par un maire RN ?



Dans le même temps, la cible des attaques du RN a changé : silence radio sur les supposées malversations des partis politiques. Ce sont désormais des attaques contre la « *justice politique* », les « *juges rouges* » ou le « *gouvernement des juges* ». L'avalanche d'affaires qui a fondu sur la tête du parti du clan Le Pen ne serait que le fruit de l'acharnement d'une justice partielle, dont le RN serait l'innocente victime.

Serait-ce parce que le Parquet national financier a condamné en appel le RN dans l'affaire des kits de campagne, pour escroquerie aux dépens de l'Etat, abus de biens sociaux, abus de confiance, recel et blanchiment ? L'affaire consistait en un montage financier lucratif mené notamment en lien avec le groupe des anciens du GUD, ancienne organisation étudiante d'extrême droite connue pour son extrême violence, qui entretient toujours des liens serrés avec le RN.

Le nerf de la guerre

Le RN, avec ses seulement 45 000 encartés, est en recherche constante de financements. Le montant des adhésions, de 10€ pour les jeunes à 250€ pour l'adhésion « *Prestige* » (dont 66% est déductible de l'impôt !), est une goutte d'eau dans ses besoins pour entretenir son réseau d'extrême droite.

La bonne affaire du Parlement européen

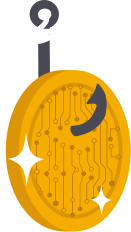
Depuis son programme de 2022, le RN a officiellement renoncé à la sortie de l'Europe. Pour lisser son image de « *présidentiable* », mais aussi parce qu'après tout, **avoir des parlementaires RN au Parlement européen présente deux avantages** : travailler à la construction d'une extrême droite européenne, et surtout bénéficier des financements qui sont attribués aux parlementaires.

La preuve en est que les parlementaires du RN sont très peu présents à Bruxelles, et ne participent à aucun des travaux.

Cela vaut aussi pour Jordan Bardella, le petit dernier aux dents longues, qui avoue « *privilégier sa présence sur le terrain et dans les médias* ». Là où on peut faire le buzz....

Mais quelle que soit la somme de travail réalisée, les parlementaires RN bénéficient des mêmes fonds que les autres parlementaires, encore faut-il qu'ils soient utilisés selon les règles.

Pour des soupçons d'emplois fictifs aux frais de l'Europe, Marine Le Pen et vingt-six autres personnes, dont onze ex-eurodéputés RN, sont accusés de détournement de fonds publics européens, pour un préjudice de près de 7 millions d'euros en huit ans. Cet argent aurait servi en partie pour financer le RN, ainsi que le GUD (encore lui !). L'affaire sera jugée en septembre 2024.



Adobe Stock



Les peines encourues sont importantes: dix ans d'emprisonnement et une amende de maximum un million d'euros avec, en plus, une peine complémentaire d'inéligibilité.

En 2017, quand l'affaire fut rendue publique, Marine Le Pen, alors en pleine campagne électorale, refusait de se présenter devant les juges et n'hésitait pas à proférer des menaces : « Je veux dire aux fonctionnaires, à qui un personnel politique aux abois demande d'utiliser les pouvoirs d'Etat pour surveiller les opposants, organiser à leur encontre des persécutions, des coups tordus, ou des cabales d'Etat, de se garder de participer à de telles dérives. Dans quelques semaines, ce pouvoir politique aura été balayé par l'élection. Mais ses fonctionnaires, eux, devront assumer le poids de ces méthodes illégales. Ils mettent en jeu leur propre responsabilité. » Le message est clair, **Marine Le Pen fera sa propre justice si elle est élue !**

En attendant le grand soir, **le RN a tenté d'affaiblir son nouvel adversaire, la justice française**, en votant le 2 novembre 2023 contre l'attribution de moyens financiers supplémentaires au Parquet national financier, un outil essentiel de défense de la démocratie par la lutte contre la fraude.

Les emprunts russes

Toujours dans sa recherche désespérée de fonds, Marine Le Pen a pensé à son vieil ami russe. Vladimir Poutine, lui, recherchait des relais de propagande à l'Ouest. Ces relations très cordiales se sont donc concrétisées par un prêt de 9 millions d'€ accordé au RN par une banque russe aux mains d'un oligarque très proche de Poutine. Mais ce prêt est soupçonné d'irrégularité par la justice française : **les commissions versées en marge de ce prêt font l'objet d'une enquête du Parquet national financier**. Pour lequel, rappelons-le, le RN a refusé l'attribution de moyens financiers supplémentaires. Ceci explique cela.

Et ce n'est pas tout !

Une déclaration de patrimoine sous-évaluée

La grande défenseuse du « *mains propres et tête haute* » doit aussi répondre à la justice dans une enquête de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie publique (HATVP) pour « *fraude fiscale aggravée* », « *blanchiment aggravé* » et « *déclarations inexactes à la HATVP* ». La candidate d'extrême droite est soupçonnée d'avoir sous-estimé la valeur des parts qu'elle détient avec son père et avec sa sœur dans deux biens immobiliers dans sa déclaration obligatoire de patrimoine.

Ailleurs en France...

Comme si cela ne suffisait pas, **plusieurs mairies détenues par le RN ont fait ou font également l'objet de poursuites pour des « dérives de gestion ».**

Citons l'affaire de [la mairie de Fréjus](#), dans le Var, aux mains du RN via David Rachline, après la publication du livre « *Les rapaces* », qui dénonce la vie fastueuse du maire aux frais de la commune, ainsi que des malversations et autres abus de bien sociaux.

Ou encore celle des nombreuses dérives [de la gestion RN des 13e et 14e arrondissements de Marseille](#).

Sans oublier l'affaire concernant [Jacques Bompard, maire RN de la commune de Orange](#), visé par une enquête pour emplois fictifs.

On soupçonne également une possible affaire d'emplois fictifs en Normandie. [Nicolas Bay, élu RN du Conseil Régional depuis 2015](#), est visé par une enquête pour soupçons de prise illégale d'intérêts et détournement de fonds publics. Depuis, il se drape dans son immunité parlementaire, ce qui s'avère très pratique par les temps qui courent. Il a par la suite rejoint le parti « *Reconquête* » de Eric Zemmour.

Le RN, partie intégrante du système

De toutes ces affaires en cours, il faut retenir avant tout que **le RN n'a rien d'un parti antisystème et est au contraire très bien intégré au système** et aux institutions de la Ve République, dont il tire profit en détournant de l'argent à des fins politiques.

Il n'est pas non plus une alternative aux partis qu'il dénonce. C'est un parti opportuniste, qui a su moduler son discours de manière à lisser son image et à se présenter comme présidentiable, au même titre que les autres partis politiques de droite. **Au risque d'en manifester les mêmes travers...**

Lire toutes les fiches

